

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
MEDOC ATLANTIQUE**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Siège :

**9 Rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC SUR MER****☎ 05.56.73.29.26****EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS****SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 9 JUILLET 2020
D09072020/079**

PRESIDENT : Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS : Patrick MEIFFREN, Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Christian BOURA
Membres titulaires : Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD,
 Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Tony TRIJOULET Jacques BIDLUN,
 Catherine ROBINEAU, Frédéric QUILLET, Stéphane MARGALEF, Patrick BURAN,
 Pascale MARZAT, Hervé CAZENAVE, Adrien DEBEVER, Jean-Yves MAS,
 Chantal PARISE, Dominique PATRAS, Marie-Hélène GIRAL, Jean-Marie REVAILLER,
 Bernard LOMBRAIL, Marie-Dominique DUBOURG, Jean-Marie BERTET,
 Liliane DUBOIS, Christine GRASS,

ETAIENT REPRESENTES : Catherine GIANNORSI (pouvoir Jean-Marc SIGNORET),
 Karine FORGERON (pouvoir Stéphane MARGALEF),
 Alexia BACQUEY (pouvoir Laurent PEYRONDET),
 Evelynne MOULIN (pouvoir Xavier PINTAT),
 Valérie DA COSTA OLIVERA (pouvoir Tony TRIJOULET),
 Jean-Pierre DUBERNET (pouvoir Jean-Marie REVAILLER),

ETAIENT ABSENTS : Thierry DESPREZ,

ETAIENT ABSENTS EXCUSES : Christophe BIROT, Jean-Luc PIQUEMAL,

**Membres suppléants remplaçant
un membre titulaire**

Membres suppléants : Dominique JOANNON,

SECRETAIRE DE SEANCE : Dominique PATRAS

Objet : **DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE : DISPOSITIFS D'AIDES AUX ENTREPRISES DANS
LE CADRE DU PLAN NATIONAL TOURISME**

Rapporteur : **Laurent PEYRONDET, 1^{er} Vice-président**

Vote : **UNANIMITE**

Le troisième projet de loi de finances rectificatives pour 2020, prévoit un nouveau train de mesures de soutien à l'économie et aux collectivités territoriales. Les nouvelles mesures portent à 136 Milliards les montants engagés dans le plan d'urgence face à la crise sanitaire. Le déficit public est anticipé à - 11,4% du PIB. Ce projet de loi porte les crédits de l'État pour la mise en œuvre des plans de soutiens sectoriels, en particulier le plan tourisme, qui permet la mobilisation de 18 Milliards d'Euros au profit du secteur.

Devant être adopté définitivement par le Parlement début juillet 2020, le nouveau dispositif législatif budgétaire prévoit la possibilité pour les communautés de communes, la possibilité d'accorder une aide fiscale exceptionnelle, au titre de l'année 2020, prenant la forme d'un dégrèvement de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), en faveur des entreprises de taille petite ou moyenne intervenant dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, de la culture, du transport aérien, du sport et de l'événementiel, affectés par le ralentissement de l'activité lié à l'épidémie de covid-19.

Selon le projet de loi de finances rectificatives, seraient ainsi éligibles les entreprises de ces secteurs réalisant moins de 150 Millions d'Euros de chiffre d'affaires.

La Communauté de Communes pourrait ainsi instaurer, par une délibération adoptée entre le 10 juin et le 31 juillet 2020, une réduction de cotisation foncière des entreprises (CFE) à hauteur des deux tiers de la cotisation établie au titre de 2020.

Compte tenu du caractère exceptionnel de ce dispositif, celui-ci prendra la forme d'un dégrèvement dont le coût, sera partagé à parts égales entre les collectivités territoriales et l'État.

Sur demande formulée auprès de la Direction Départementale, l'administration fiscale communique aux collectivités amenées à délibérer, dans le cadre du présent dispositif une simulation de la perte de ressources associée au dégrèvement.

A ce titre, selon l'estimation des services fiscaux et avec les réserves d'usage, la mesure de dégrèvement de CFE serait valorisée à 478 335 € et concernerait 304 établissements du territoire, avec un reste à charge pour la Communauté de Communes de 239 168 €.

Le dispositif proposé s'applique uniquement aux cotisations dues au titre de 2020 et ne concerne pas les taxes additionnelles ni annexes à la CFE.

A titre exceptionnel en 2020 et afin de soutenir les entreprises du secteur, il est proposé au conseil communautaire :

- d'approuver, sous réserve du vote et de la publication de la loi de finances rectificatives n°3, la mise en œuvre de ce dispositif de soutien aux entreprises, prévu par l'article 3 de la loi de finances rectificatives 2020, en faveur des entreprises de taille petite ou moyenne intervenant dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, de la culture, du transport aérien, du sport et de l'évènementiel, affectés par le ralentissement de l'activité lié à l'épidémie de covid-19.
- d'accorder un dégrèvement exceptionnel de CFE à ces entreprises dans la limite des deux tiers de la cotisation établie au titre de 2020
- d'autoriser le Président à informer les services de l'administration fiscale et de signer tous documents y afférents.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- OUI l'exposé du rapporteur,
- VU l'avis favorable du bureau du 02/07/2020, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- VU la simulation réalisée par les services de la DGFIP en date du 19 juin 2020,
- APRÈS en avoir délibéré,

DECIDE

- d'approuver, sous réserve du vote et de la publication de la loi de finances rectificatives n°3, la mise en œuvre de ce dispositif de soutien aux entreprises, prévu par l'article 3 de la loi de finances rectificatives 2020, en faveur des entreprises de taille petite ou moyenne intervenant dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, de la culture, du transport aérien, du sport et de l'évènementiel, affectés par le ralentissement de l'activité lié à l'épidémie de covid-19.
- d'accorder un dégrèvement exceptionnel de CFE à ces entreprises dans la limite des deux tiers de la cotisation établie au titre de 2020
- d'autoriser le Président à informer les services de l'administration fiscale et de signer tous documents y afférents.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 29

Nombre de suffrages exprimés : 35

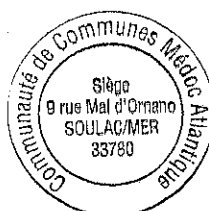
Vote : Pour : 35 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC SUR MER, LE 9 JUILLET 2020



LE PRESIDENT,

Xavier **PINTAT**

Maire de Soulac-sur-Mer
Sénateur Honoraire de la Gironde